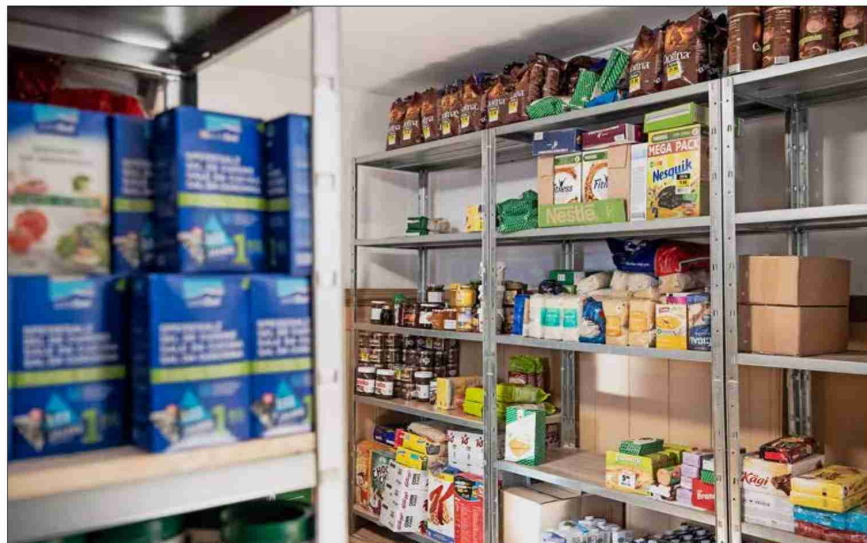


«Chez nous, des gens ont faim, ce n'est pas seulement ailleurs»



De nombreuses personnes qui travaillaient et qui flirtaient avec la précarité sont tombées dans l'engrenage de la pauvreté en raison de la pandémie. ARCH - J.B. MOREL

/// Créé lors de la première vague de la pandémie, l'Observatoire de la précarité a réalisé une étude sur les Gruériens bénéficiant de l'aide alimentaire.

/// Ce monitoring démontre que, entre mars 2020 et aujourd'hui, le nombre de demandes a très fortement augmenté.

/// Les associations caritatives de la région s'unissent pour trouver des solutions. Un café solidarités est prévu le 16 octobre.

VALENTIN CASTELLA

GRUYÈRE. «Ici, des gens ont faim. Ce n'est pas seulement ailleurs. Chez nous aussi!» Ce cri d'alerte est signé Claude Maillard, présidente de l'association Les Saint Bernard du cœur. Comme d'autres, elle a pris part à la création de l'Observatoire de la précarité-pouvoir d'agir en Gruyère. Ce nouveau groupe de travail a vu le jour au printemps 2020 lors de la première vague du Covid, au moment où les demandes d'aide ont afflué de tous les côtés.

Sur le terrain, le constat était flagrant. La crise sanitaire a eu des effets dévastateurs pour les personnes qui se retrouvaient à la limite de la préca-

rité et qui ont perdu leur travail ou une partie de leur salaire. «Nous avons senti une situation d'urgence alimentaire», réagit Jean-Paul Petitat, membre de l'Observatoire et de l'association ATD quart monde (agir tous pour la dignité). Les associations se sont alors mobilisées pour se positionner sur ce phénomène.

Une étude a été lancée pour chiffrer les effets de la crise et connaître les profils des Gru-

riens (lire ci-dessous) qui ont recours à l'aide alimentaire. Une centaine de personnes ont répondu au questionnaire. Le résultat est sans appel: la pauvreté a explosé depuis l'apparition du Covid.

Quelques chiffres illustrent cette flambée de la pauvreté. En mars 2020, avant que tout ne ferme, l'association Les Saint Bernard du cœur soutenait 217 familles. A la fin du mois de juin dernier, le chiffre a grimpé à 919.

En 2018, 462 cartons de nourriture étaient distribués chaque semaine par l'association Les Cartons du cœur. Au terme de l'année 2020, 656 cartons ont permis à 2230 personnes de manger. Soit une augmentation de 20%. Responsable de l'association pour le district de la Gruyère, Yves Charrière dit constater chaque année une augmentation de la pauvreté. «Elle est liée à la croissance démographique.

Mais la crise a accéléré le mouvement.»

Les jeunes aussi touchés

Le constat est identique du côté de l'association Table couvre-toi: entre 2015 et juin 2021, le nombre de familles demandant de l'aide a augmenté de 35%. Membre du Service de la jeunesse de la ville de Bulle, Alexandra Cotting note aussi la détresse des jeunes. «Il y a six mois, nous avons installé une armoire solidaire dans laquelle se trouve de la nourriture en libre-service. Malheureusement, elle connaît un grand succès, notamment auprès des étudiants qui ont perdu leur job durant la pandémie.»

Les données récoltées révèlent que la crise n'a pas (encore) eu d'impact significatif sur les prestations du Service social et des curatelles. Preuve que les associations ont aussi été prises d'assaut par une nouvelle catégorie de personnes:

Qui a besoin d'une aide alimentaire en Gruyère?

Evidemment, il y a des exceptions et certaines personnes ne correspondent pas au profil. Elles sont d'ailleurs nombreuses. Reste que, selon les réponses reçues par l'Observatoire de la précarité, il est possible, en dégageant les tendances fortes de chaque statistique, d'établir le portrait-robot de la personne habitant dans la région qui a besoin d'une aide alimentaire. Ce Gruérien-là est âgé de 40 à 50 ans. Une constatation qui démontre que les accidents de parcours peuvent survenir dès la trentaine. Il est suisse et bénéficie de l'aide sociale. «Pour environ 70% des personnes ayant recours à l'aide alimentaire, les montants de l'aide sociale et des assurances sociales ne sont pas suffisants pour manger», précise l'étude. Un quart de ses compagnons de misère travaillent, il faut le préciser. Comme 63% des gens qu'il croise dans les murs des associations, il doit s'occuper seul de plusieurs enfants.

Les activités sportives et de loisirs, comme le cinéma, un match de foot, un restaurant ou un concert, ne font plus partie de sa vie. «On peut suspecter un mécanisme de renfermement sur soi.» Il n'entretient également plus de contacts avec les membres de sa famille, excepté ses enfants et ses parents. Inutile de dire qu'il se sent seul et qu'il pense qu'il ne peut compter sur personne en cas de gros pépin.

La plupart du temps, il ne mange pas à sa faim. Certains jours, ses enfants non plus. Même si, durant la crise sanitaire, il a réduit la consommation de produits non alimentaires, tels que ceux d'hygiène ou les habits. Enfin, comme beaucoup de ses semblables, il se sent stressé, écrasé par une situation qui influence l'état de sa santé mentale. VAC



«Notre association a été créée pour servir de béquille en cas de coup dur. Malheureusement, cette béquille est devenue essentielle.»

YVES CHARRIÈRE

celles qui travaillaient avant la crise. «Pour survivre, ces familles avaient encore besoin de ressources supplémentaires en effectuant des petits boulots qui ont disparu en 2020», complète Jean-Paul Petitat.

Une bombe à retardement

Selon l'Observatoire, cette étude démontre que le recours à l'aide alimentaire n'est pas que conjoncturel. Il est devenu structurel avec des salaires et des aides sociales qui ne permettent pas de vivre. Illustration avec Yves Charrière: «Notre association a été créée pour servir de béquille en cas de coup dur. Malheureusement, cette béquille est devenue essentielle.»

Une pérennisation de la pauvreté est constatée, ce qui crée «une bombe à retardement» selon l'Observatoire. Jean-Paul Petitat confirme: «Cette population n'a plus de vie sociale, culturelle et sportive. Elle est coupée de la vie collective. C'est inquiétant à long terme, car les enfants qui vivent dans ce milieu fermé ont davantage de mal à s'épanouir.»

Un café solidarités

La rédaction de ce monitoring constituait une première étape. La deuxième est prévue le 16 octobre de 14 h à 17 h à l'Hôtel de Ville de Bulle avec l'organisation d'un café solidarités. «A cette occasion, nous pourrions entendre les revendications et les besoins des gens, se projette Alexandra Cotting. Par la suite, nous pourrions ajuster les actions des associations et bénéficier d'une meilleure coordination.» ■

«Il faut arrêter de se mentir»

Entre mars 2020 et aujourd'hui, l'association Les Saint Bernard du cœur, basée à Morlon et officiant à La Tour-de-Trême, a vu sa fréquentation augmenter de 77%! La présidente Claude Maillard raconte cette période.

Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus après la lecture de cette étude?

Que tout le monde est touché. Et que ceux qui sont entrés dans l'engrenage de la précarité exerçaient une activité professionnelle avant de perdre leur emploi ou de recevoir les RHT. Je pense notamment aux gens qui approchent de l'âge de la retraite. Ils ont travaillé toute leur vie et se retrouvent aujourd'hui sans emploi en raison de la pandémie. Ils ne peuvent même plus se payer un café.

On parle aujourd'hui de reprise économique. Ces personnes-là vont-elles en profiter pour rebondir?

Les gens qui ont retrouvé un travail ne s'en sortiraient pas demain, car ils ont accumulé des dettes durant la crise. Maintenant qu'ils ont retrouvé une activité professionnelle et un salaire, les pour-

un certain montant chaque mois. Ils ne peuvent donc pas progresser.

Le canton doit-il entreprendre davantage d'actions en faveur de Fribourgeois en situation de précarité?

On peut évidemment toujours mieux faire! Mais durant la crise, l'Etat nous a bien aidés. Il faut le dire. Grâce à des bons offerts, certains ont pu s'acheter des choses simples, comme des sacs-poubelle, du lait ou des couches.

La honte est un terme souvent utilisé dans l'étude...

Je l'entends tous les jours. C'est la première chose que les gens me disent lorsqu'ils arrivent. Il faut vraiment arrêter de se mentir, voir la réalité en face et se rendre compte que certains vivent avec le couteau sous la gorge. Ils n'ont plus d'autre choix que de demander de l'aide, même s'il est très dur

PUBLICITÉ

Liste 5
Jean-Marc PUGIN
au Grand Conseil
Gardons nos valeurs
intactes et l'authenticité de nos valeurs.



Comment avez-vous vécu cette augmentation de la pauvreté dans la région?

Au début de la première vague, nous avions fermé, comme tout le monde. Et puis, deux jours plus tard, les demandes ont été si nombreuses que nous avons décidé de rouvrir en prenant des mesures sanitaires. Cette augmentation est survenue très rapidement, même si la pauvreté était déjà présente avant la crise. Mais elle était davantage cachée. Les gens ont été contraints de demander de l'aide lorsqu'ils se sont fait licencier, ou que leur

PUBLICITÉ

PLR
Romain COLLAUD
AU CONSEIL D'ÉTAT
www.plrf.ch LISTE 3